

# Association des amis du musée du Service de santé des armées au Val-de-Grâce

Bulletin N° 46 - Juillet 2017

Rédacteur en chef : François Eulry

## Le Mot du Président

### Sommaire

<i>Le mot du président</i>	1
<i>Tentative de paix séparée austro-française (1917)</i>	2
<i>Larrey médecin légiste : les mutilés de Bautzen</i>	5
<i>Larrey : le retour aux Invalides</i>	6
<i>Le médecin général Lapeysonnie</i>	8
<i>Mais où était passé le portrait de Justin Godart ?</i>	10
<i>Lu pour vous</i>	10
<i>Prix Dominique Larrey de l'OTAN et annonces diverses</i>	12
<i>La statuaire des monuments de Gaston Broquet</i>	13
<i>Vu au cinéma</i>	16
<i>Abrham Bloch, un rabbin dans la Grande Guerre</i>	16

Notre bulletin a vingt ans. Cet anniversaire pourrait passer presque inaperçu tant ce journal fait partie de la vie de l'association. Fruit de mon prédécesseur, le MGI (2s) Maurice Bazot, ce bulletin a fêté son dixième anniversaire en mai 2007, avec la parution d'un numéro spécial (N°24), et un éditorial toujours très actuel : « *Notre bulletin se veut être un trait d'union avec nos membres. S'il a essentiellement pour but de vous faire connaître les activités de l'association, il est devenu un lieu de mémoire.* »

Dans ce « Numéro spécial 10 ans », je retiens aussi le préambule du MGI (2s) Guy Briole, directeur de l'École d'application : « *À notre époque, le devoir de mémoire est un devoir de connaissance. Le Musée contient ce savoir à transmettre. Il est dans mon esprit, articulé à l'École, donc tourné vers l'avenir. Je suis sensible à ce que votre Association apporte à cette évolution et à mon souhait qui est d'articuler la modernité et la tradition.* » Ces mots rappellent les liens qui unissent l'AAMSSA, le Musée et l'École du Val-de-Grâce.

Alors que le MGI François Pons a laissé sa place à un nouveau directeur, je veux, au nom du conseil d'administration, exprimer à son égard toute notre gratitude pour l'intérêt qu'il a toujours porté à l'action de notre association. Je suis convaincu qu'avec le MGI Jean-Didier Cavallo, les rapports entre l'École et l'AAMSSA seront aussi très fructueux.

Vous avez pu constater que, sous la houlette de notre rédacteur en chef à qui j'adresse toute ma reconnaissance, et sans perdre le souvenir de notre chère Colette Larue, le bulletin s'est étoffé et a pris des couleurs. Désormais, il paraîtra trois fois par an. Fervent défenseur de « la mémoire papier » avec ce bulletin, je n'oublie pas cependant notre nouveau site internet qui s'enrichit régulièrement et qui est aussi une « vitrine » de l'AAMSSA.

MGI (2s) Olivier Farret



Le mot du  
rédacteur-en-  
chef :

1917

Tentative de  
paix séparée  
austro-française

Charles Ier de  
Habsbourg-Lorraine

Fin 1916, après Verdun et la Somme, Allemands et Français sont épuisés, sans qu'aucun des belligérants n'ait pris le dessus. L'offensive de Nivelle échoue au *Chemin des Dames* (avril 1917). Des mutineries éclatent (mai-juin 1917) chez les soldats français et russes présents en France : la révolution russe de février modifie les cartes.

En novembre 1916 meurt l'empereur François-Joseph. Son petit-neveu lui succède, Charles Ier ; il est aussi Charles IV de Hongrie, règne de la Double Monarchie née en 1867 après la défaite des Autrichiens à la bataille de Sadowa devant la Prusse (1866), prélude à l'unification allemande sous le casque prussien et à la proclamation du Reich dans la Galerie des glaces à Versailles, en janvier 1871. Charles est marié à Zita de Bourbon-Parme ; elle descend de Louis XIV du côté paternel par Philippe V d'Espagne et, par les femmes, de Louis XV, Charles X, François III de Lorraine et Marie-Thérèse d'Autriche. À leur fils aîné, Otto de Habsbourg-Lorraine (1912-2011), député européen, on demandera un jour de la fin du XXème siècle s'il suivrait le match de football Autriche – Hongrie : « *Contre qui ?* » répond-il avec humour et élégance.

Zita a deux frères, les princes Sixte et Xavier, proches de Charles. Chrétien sincère, il hait la guerre et le malheur de ses peuples. « *Le monde d'hier* » (Stéphane Zweig) s'écroule, symbolisé, dans « *La marche de Radetzki* » (Joseph Roth), par la fin d'une lignée familiale. En janvier 1915 pour expliquer son point de vue, puis en octobre 1916 pour tenter d'arrêter la guerre, François-Joseph l'avait envoyé chez Guillaume II, en vain. Malgré l'intransigeance du Kaiser dictée par Hindenburg et Ludendorff, il veut une discussion secrète avec la France, catholique et latine comme l'Autriche, malgré sa langue ; en somme le contrepied d'une

Allemagne qu'on réduirait à une caricature prussienne, nordique et luthérienne.

D'autres ouvertures se font jour : le chancelier allemand propose des négociations, en fait pour de simples raisons de politique intérieure, car à l'Ouest les frontières resteraient celles de 1871 et il prépare la guerre sous-marine, jetant les États-Unis dans le conflit (avril 1917) ; le président Wilson interroge les belligérants sur leurs buts de guerre et fait ses propositions, mais l'Entente refuse, exigeant réparation des droits et libertés violés ; le pape Benoît XV, soutenu par Charles Ier, échoue aussi dans ses appels à la paix.

Sixte et Xavier sont officiers dans l'armée belge. En 1914, la France les refusa dans la *Légion étrangère* : les familles ayant régné en France sont récusées, fût-ce pour faire la guerre à ses ennemis. Albert Ier, roi des Belges, les libère de leurs obligations afin qu'ils négocient en secret avec le gouvernement français. En janvier 1917, Charles fait approcher ses beaux-frères par sa femme et son attaché militaire à Berne.



Charles et Zita en 1911

Ils rejoignent en secret leur mère en Suisse,

duchesse de Parme et belle-mère de Charles. Leur mission est la recherche d'une paix séparée ou l'engagement de contacts avancés obligeant Berlin à suivre. À leur demande, Charles leur envoie un émissaire de confiance, Thomas Erdödy, son ami d'enfance.

Le 10 février 1917, lors d'une rencontre préparatoire, Sixte demande à Jules Cambon, secrétaire général du Quai d'Orsay et ancien ambassadeur à Berlin, de faire crédit aux sentiments personnels du jeune empereur. Cambon précise que l'Alsace-Lorraine doit être entièrement réintégrée, sans compensation coloniale pour l'Allemagne, et qu'aucun allié de l'Entente ne signera seul une paix séparée ; que la Belgique sera restaurée gardant le Congo, la Serbie agrandie de l'Albanie, permettant un débouché adriatique, et Constantinople attribuée aux Russes. Sixte le rapporte à Erdödy le 13 février. Il apprend que Charles céderait à l'Allemagne la Galicie contre l'abandon à la France de l'Alsace-Lorraine, alors qu'il refuse à l'Italie le Trentin et Trieste. Erdödy confirme l'accord de Charles avec les propositions françaises, mais pour la Serbie, l'empereur souhaite un royaume yougoslave (Bosnie, Serbie, Albanie, Monténégro) dont un archiduc autrichien coifferait la couronne.

Les deux parties acceptent le principe d'une paix séparée. Le 21 février Erdödy remet à Sixte une note réservée et défavorable du ministre des affaires étrangères austro-hongrois, le comte Czernin, que l'empereur a informé, tout en lui cachant l'avoir complétée d'un mot personnel de sympathie pour la Belgique et de soutien total de la France quant à l'Alsace-Lorraine.

Sixte rencontre Poincaré qui le prend au sérieux et souhaite maintenir l'intégrité autrichienne ; puis Briand et Ribot, successifs présidents du conseil, ou Cambon. Il voit aussi Lloyd George.

Sixte et Xavier connaissaient Poincaré depuis mai 1916 : officiers accompagnant en France Albert Ier, ils reçurent avec la reine leur parente, la Croix de guerre ; sur le front, Joffre les cita à l'ordre de l'Armée.

Poincaré informe l'Angleterre et la Russie qu'il s'agit d'obtenir de l'Autriche un armistice et indique à Sixte que l'intérêt de la France est de maintenir l'intégrité de l'Autriche « *agrandie au détriment de l'Allemagne* » : Cambon envisageait curieusement de faire rendre à l'Autriche la Silésie qu'elle avait perdue en 1742, ou de lui confier la Bavière catholique et voisine, deux propositions inacceptables pour l'Allemagne. Briand tombe, remplacé par Ribot, très réticent aux négociations.

Les 23 et 24 mars près de Vienne, deux entretiens réunissent Charles, Sixte (*ci-contre*), Xavier (*à droite*) et en partie Czernin aux sympathies berlinoises affichées. Charles confie à Sixte une lettre autographe qui confirme sa position sur la France, la Belgique et la Serbie et ses réserves sur Constantinople et les Détroits après la révolution russe de février. Cette lettre secrète, chaleureuse « *bien que nous soyons momentanément dans des camps opposés* » écrit Charles, marque le sens de l'État de l'empereur ; adressée officiellement à Sixte, elle est destinée à Poincaré et aux autorités françaises et britanniques à qui elle propose une paix séparée, pas un armistice. L'opinion française est favorable à l'Autriche supposée inféodée à l'Allemagne, comme en Autriche on dit la France sous la coupe britannique.

Ribot, mis au courant des pourparlers, veut y associer l'Italie. Sixte y est hostile, craignant pour le secret de l'initiative de son beau-frère. Français, Italiens et Britanniques se réunissent à Saint-Jean-de-Maurienne. Sonnino, ministre italien des affaires étrangères, durcit ses exigences en réclamant, outre le Trentin de langue italienne, Trieste, la Dalmatie et les îles dalmates, slaves : le sommet échoue face à l'irréductibilité italienne. La



France informe Sixte qu'elle refuse l'offre de Charles. Mais le roi d'Italie et les rivaux de Sonnino font parvenir aux Autrichiens leur seule requête : le Trentin. L'empereur, devant le double jeu italien, ne répond pas pour que les Alliés ne croient pas qu'il négocie dans leur dos avec l'Italie. L'Autriche à bout, des régiments se mutinant en Bohême et passant chez les Russes, il

rencontre début avril le Kaiser pour le pousser à la paix, déclarant à des proches : « *Je ne peux sacrifier la monarchie à la folie de ses voisins. Je ferai la paix séparément* ». Contre la restitution de l'Alsace-Lorraine, non seulement il céderait à l'Allemagne la Galicie, mais il se dégagerait de la Pologne russe occupée par les Puissances centrales (pauvre Pologne, sans cesse dépecée et remaniée depuis 1763 et qui deviendrait entièrement allemande !). Guillaume refuse : la défection de la Russie, alors qu'il finance le retour de Lénine dans son pays, lui fait entrevoir sa victoire totale sur l'Entente malgré l'entrée en guerre des États-Unis. Charles menace de dénoncer l'alliance avec lui en novembre 1917 au plus tard. Sixte lui suggère, si l'accord avec l'Entente est conclu, de tenir ses troupes sur les lignes actuelles et de lui demander de la soutenir contre tout ultimatum ou déclaration de guerre allemands.

Fin mai Sixte et Xavier remettent à Poincaré une seconde lettre de l'empereur. Ribot présent et hostile, réclame de nouveaux avantages, cette fois pour la Pologne et la Roumanie. Elle restera sans réponse...

Mi-mai, Ribot avait évoqué dans un discours les empires centraux qui demandent la paix « *par des moyens louches et détournés* » : comprendre ici les princes de Bourbon-Parme... Face à l'opinion, il peinera par la suite à se défendre d'avoir laissé passer pareille opportunité.



Anatole France écrira : « Ribot est une canaille d'avoir négligé une telle occasion ». Comme Clemenceau, président du conseil fin 1917 après la chute de Painlevé nommé en septembre, il est hostile à toute paix de compromis.

*Raymond Poincaré*

Il cède à des conseillers austrophobes comme Jules Cambon, le Tchèque Masaryk ou l'ambassadeur de France en Italie, Camille Barrère, ennemi farouche de l'Autriche, porteur des exigences italiennes les plus dures. Les jusqu'aux-boutistes sont majoritaires au gouvernement. Tous, même Poincaré, redoutent la constitution d'un bloc catholique de Madrid au Vatican et à Vienne.

L'absence de réponse à la lettre de Charles pousse Czernin à négocier de son côté (été 1917), peut-être à l'insu de l'empereur, avec le 2<sup>e</sup> bureau français auprès duquel il a une entrée vers le commandant Armand qui est convaincu de la possibilité de détacher l'Autriche de l'Allemagne. Ces négociations approuvées par Lloyd George et l'état-major français, tolérées par Ribot puis Clemenceau « écouter, ne rien dire », dit-il ont lieu en Suisse (juillet 1917 - février 1918) et échouent : les tergiversations de l'émissaire autrichien, face à l'intransigeance française, le montrent davantage lié à Czernin que fidèle à l'empereur. Le 12 octobre, Ribot rejette définitivement l'offre de Charles.

En Autriche, les pangermanistes ont le dessus, dont Czernin quoi qu'il dise de son hostilité au militarisme allemand, sourds aux exhortations de Charles. Le 2 avril 1918, devant le Conseil municipal de Vienne, Czernin chante l'alliance austro-allemande puis insinue que Clemenceau viendrait de faire une offre de négociation à l'Autriche à laquelle il dit avoir répondu favorablement.

La réponse de Clemenceau est une gifle : « Le comte Czernin a menti ! ». La terrible campagne de presse qui suit, aboutit à la publication par Clemenceau de la première lettre autographe de Charles, malgré le secret promis par Poincaré et Ribot. Poussée par l'état-major allemand, la presse berlinoise accable Charles - lequel crie au faux - et s'effarouche du choix de l'émissaire : un Bourbon-Parme officier belge, donc un ennemi, lequel de son côté est blessé puisque, si faux il y a, il ne peut venir que de lui. Tout arrangement avec l'Autriche est désormais impossible ; Poincaré le déplore, qui



croit à la sincérité de Charles. Czernin, qui a saboté les tentatives de Charles, exige de lui une déclaration sur l'honneur où il affirmerait n'avoir jamais rédigé cette lettre justifiant le retour de l'Alsace-Lorraine à la France. La dispute est violente, Charles fait un malaise qualifié de cardiaque par sa femme. Épuisé, malade, il signe ce document que Czernin rend public. Le 14 avril il se sépare de son ministre. Les preuves de fidélité exigées par Berlin fragilisent le pouvoir autrichien, enchaîné à son mentor et obligé d'envoyer des troupes sur le front occidental : il l'avait refusé jusque-là.

Le secrétaire d'État des USA qualifiera la publication de la lettre par Clemenceau de « stupidité inexcusable ; elle a jeté l'Autriche dans les bras de l'Allemagne ». Les liens de Clemenceau avec l'Autriche sont complexes. Son frère Paul est marié à Sophie Szeps, dont le père fut un journaliste autrichien engagé, républicain et anticlérical : Juif attaché à la double couronne comme beaucoup d'autres, Zweig et Roth en tête, antiallemand, ami du malheureux archiduc héritier Rodolphe qu'il avait converti à ses idées modernes ; comme sa mère l'impératrice Élisabeth, l'archiduc était hostile à l'entourage guindé et militariste de François-Joseph : en est-il mort, et comment ? Par Szeps, Clemenceau rencontra Rodolphe quand à Berlin régnait Frédéric, fils de Guillaume Ier, lui aussi acquis aux idées nouvelles, mais qui mourut après quelques mois de règne, remplacé par le très raide Guillaume II. Clemenceau est intime de la sœur de Sophie, Berthe Zuckerkandl, qui s'éloigne de lui après leur dernier entretien en mai 1914 à Paris puisqu'il a sacrifié leur longue amitié à ses idées devenues hostiles à l'empire autrichien : « pour gagner à l'Est, vous avez perdu l'Ouest » lui dit-il de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Elle ne lui pardonnera pas son acharnement à démembrer l'empire dont il appréciait naguère le dynamisme et l'hospitalité : « Tu détruis l'Autriche pour la punir » lui écrira-t-elle dans une dernière lettre. Attaché à l'Alsace-Lorraine, comme tout Français, il est de la veine anticléricale-anticatholique des Combes et autres Ribot, mais son « chauvinisme est plus fanatique et rancunier que son radicalisme » (Fejtő)

Nos mentors gouvernementaux, « idéologues anti Habsbourg et même anti-Bourbons » (Sévilla) auront le souci d'abattre la Double Monarchie et de favoriser les nombreux nationalismes (certains toujours bien vivants !), quitte à prolonger la guerre d'un an et à compter, du seul côté français, 300 000 morts de plus, sans parler du deuxième conflit mondial. Le 3 novembre 1918, l'Autriche-Hongrie signe l'armistice d'une guerre dont

Charles avait hérité et tant voulu la fin. Les Habsbourg sont exilés, l'empire démantelé. Charles, qu'Anatole France désigne comme « *le seul honnête homme paru au cours de cette guerre* », meurt en chrétien convaincu et dévoué le 1<sup>er</sup> avril 1922 sur l'île de Madère, à Funchal, où il repose dans l'église *Nossa Senhora do Monte*. Le pape Jean-Paul II, Karol (Charles) Wojtyla, fils de sous-officier impérial originaire de Cracovie et fier de servir son empereur, le déclare « *bienheureux* » le 3 octobre 2004. Zita décède le 14 mars 1989 et renoue avec la tradition : le gouvernement autrichien autorise son entrée solennelle, selon le rite et la pompe traditionnels

## Larrey médecin légiste : l'affaire des mutilés de Bautzen

« *Les appels prématurés ont toujours des suites funestes : témoin la campagne d'été de 1809, où l'armée, composée par moitié de conscrits de 20 ans, sema la route de malades, jusqu'à Vienne ; témoins les batailles de Lützen et Bautzen où des soldats de 18 ans combattirent en héros, mais après ce glorieux effort encombrèrent les ambulances de nostalgiques et de malades* »

(Mémorial de Saint Hélène)

« *On le savait déjà chirurgien, épidémiologiste, hygiéniste, vétérinaire, naturaliste, le voila médecin légiste* » (Jean Marchioni, « *Place à Monsieur Larrey* »)



Les 20 et 21 mai 1813, lors de la guerre de la sixième coalition, Napoléon doit affronter

les troupes russo-prussiennes commandées par le général Wittgenstein. Les combats sont violents, la victoire incomplète, les pertes nombreuses.

Après la bataille Napoléon demande à Larrey, comme il en l'habitude, le nombre de blessés. Il est très anormalement élevé. Dans l'entourage de l'empereur, certains laissent entendre qu'il s'agit de mutilations volontaires pour fuir le combat car il s'agit en particulier de blessés à la main. Las des combats, souhaitant profiter de leurs richesses, les auteurs de telles insinuations - Soult en particulier - partent du principe que « tout argument pouvant amener la paix est valable » (Larrey).

Après un moment de sidération, Napoléon s'écrie : "S'il en était ainsi malgré nos succès, notre

de la Couronne, dans la Crypte des Capucins où reposent les Habsbourg à Vienne, le 1<sup>er</sup> avril, date anniversaire de la mort de son mari.

**Sources principales :** *Sixte de Bourbon-Parme* : « *L'offre de paix séparée de l'Autriche 5 décembre 1916-12 octobre 1917* », Plon ; François Fejtö : « *Requiem pour un empire défunt, histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie* » Le Seuil (Points Histoire) ; Joseph Roth : « *La marche de Radetzky* », Le Seuil ; Jean Sévilla : « *Le dernier empereur* » Perrin (Tempus) ; Georges-Henri Soutou : « *La grande illusion, comment la France a perdu la paix (1914-1920)* » Tallandier (Texte) ; Michel Winock : « *Clemenceau* » Perrin (Tempus) ; Stéphane Zweig : « *Le Monde d'hier* » Belfond.

MGI (2s) François Eulry

position serait sans remède : elle livrerait la France pieds et poings liés aux barbares".

Décidé à sévir, envisageant des exécutions pour



l'exemple, il voit Larrey s'opposer d'emblée à l'avis de ses collègues Desgenettes et Yvan, avançant que ce sont des plaies involontaires liées à l'inexpérience des jeunes recrues. Marquant pour la première fois son irritation, l'empereur le congédie froidement, l'appelant « à lui faire ses observations officiellement », après avoir examiné ces blessés, enfermés dans un camp retranché.

Résolu à condamner les coupables une fois dépistés, il lui confie la présidence d'une commission composée de médecins et d'officiers supérieurs. Dans une atmosphère sourde d'impatience et de menaces, Larrey examine avec minutie 2632 soldats, établissant pour chacun d'entre eux un procès-verbal.

Au terme de trois journées d'expertise, le jury est convaincu de l'innocence des prévenus : la nature des blessures et leurs circonstances de survenue en apportent la démonstration : au moment de tirer, les soldats du deuxième et du troisième rang portent souvent le canon de leur arme sur l'épaule ou la main d'un camarade du premier rang. C'est également en ne respectant pas les règles de chargement du fusil à silex que des jeunes recrues se blessent à la main, sans oublier les cas où, lors des assauts, ils sont victimes des balles ennemies.

- « Persistez-vous toujours dans votre opinion ? », interroge l'empereur.

- « Je fais mieux, j'apporte des preuves, cette brave jeunesse est indignement calomniée ». Et Larrey, sûr de lui, expose ses conclusions. Le visage sombre de l'empereur exprime alors sa mauvaise humeur. Après avoir longuement marché de long en large, en proie à une profonde réflexion, il déclare finalement, lui prenant la main : "adieu, Monsieur Larrey, un souverain est bien heureux d'avoir affaire à un homme tel que vous ! On vous portera mes ordres ».

Ultérieurement, Dominique-Jean Larrey recevra le portrait de Napoléon enrichi de diamants,



*Le maréchal Soult*

L'abandon des poursuites à l'égard des présumés mutilés volontaires suscita l'exaspération plus ou moins muette d'un entourage ainsi désavoué. Le maréchal Soult en conçut une haine durable, s'opposant à ce que Larrey repose aux Invalides, comme il en avait émis le vœu suprême, un vœu enfin exaucé en 1992 avec le transfert des cendres de Larrey du Père Lachaise aux Invalides.

*MGI (2s) Maurice Bazot*

## Larrey, le retour aux Invalides

*« Quel homme, quel brave et digne homme que Larrey ! Que de soins donnés par lui à l'armée en Egypte, dans la traversée du désert, soit après Saint-Jean d'Acre, soit en Europe. J'ai conçu pour lui une estime qui ne s'est jamais démentie.*

*Si l'armée élève une colonne à la reconnaissance, elle doit l'ériger à Larrey ».*

Napoléon Bonaparte, 1816

(in Mémoires de Louis-Joseph Marchand -1836)



Sic transit gloria mundi...  
De colonne il n'y eut, mais un austère tombeau au cimetière du Père Lachaise où ses restes mortels reposèrent jusqu'à leur transfert aux Invalides en décembre 1992.

L'histoire mérite d'être rapportée.

### ***Le vœu testamentaire de D. Larrey :***

A la mort de son père Dominique-Jean Larrey, son fils Hippolyte trouve dans ses archives une disposition testamentaire qui exprime son vœu de reposer « dans un petit coin du jardin de l'infirmerie des Invalides ».

Ce choix relevait des liens profonds tissés avec cette institution, malgré des débuts difficiles : ainsi en 1789, postulant au poste de chirurgien, il s'était vu injustement préférer le candidat du comte Chastenot de Puységur, ministre de la guerre. Marri, il allait se joindre au peuple avec un groupe de jeunes carabins pour se saisir des fusils déposés aux Invalides et participer le lendemain à la prise de la Bastille !

Mais en 1791, une seconde place de chirurgien aide-major était ouverte sur l'intervention de Sabatier, soucieux d'obtenir réparation au profit de son ancien élève. De nouveau major au concours, il intégrera l'institution jusqu'à son départ pour l'armée du Rhin en avril 1792. Mais une nouvelle désillusion l'attendait en 1811 lorsque Bonaparte lui préférait Yvan pour succéder à Sabatier au poste de Chirurgien en chef. Ces premières déconvenues vont toutefois s'effacer lorsque couvert de gloire, il revient aux Invalides en exécution d'une ordonnance royale en date du 14 décembre 1831.



Selon les grandes éphémérides de l'hôtel royal des Invalides, « les emplois aux Invalides étant la plus grande récompense aux services militaires, ils sont dévolus, dans chaque partie, aux fonctionnaires les plus anciens de la première classe de chaque grade où ils sont pris, qui joignent à l'ancienneté effective le plus de campagnes de guerre ou d'actions d'éclat ou de blessures, et sont reconnus avoir le plus de droits à cette honorable distinction ». Qui mieux que Larrey peut alors y prétendre ? Assurant à la fois les fonctions d'inspecteur général au Conseil de santé des armées et de Chirurgien en chef, il va déployer une activité considérable, avec la création d'une école réputée de chirurgie de guerre. Lors des visites à l'infirmerie, il a également le bonheur de côtoyer des anciens compagnons d'arme.

Cependant, malgré les protestations et une vigoureuse campagne de presse en sa faveur, Larrey doit quitter les Invalides à l'âge de 70 ans pour laisser la place au chirurgien personnel du duc d'Orléans, fils aîné de Louis-Philippe. Ayant conservé son poste de membre du conseil de santé, il sollicite une inspection médicale en Algérie après avoir eu connaissance de l'état sanitaire déplorable du corps expéditionnaire. Deux mois plus tard, il tombe malade et de retour en France, succombe à Lyon le 25 juillet 1842.

#### ***L'inhumation au Père Lachaise :***

Le 12 août 1842, l'illustre dépouille transportée à Paris, est déposée dans son église paroissiale, Saint-Germain-L'auxerrois, dans l'attente d'une réponse du ministre de la guerre au vœu testamentaire qui lui a été transmis par Hippolyte. Or, le ministre en fonction est le maréchal Soult, désavoué par l'empereur après l'expertise médico-légale par Larrey des conscrits soupçonnés de mutilation volontaire lors des batailles de Lützen et de Bautzen. Ce différent et quelques autres sont la raison vraisemblable d'un refus. Officiellement, cette fin de non recevoir s'étaye sur la règle qui voulait que seuls les gouverneurs, les maréchaux de France, les généraux morts au champ d'honneur puissent avoir une sépulture dans les caveaux des Invalides.

La ville de Paris prend le relais. Sur proposition d'Arago et par ordre de la préfecture du département de la Seine, elle offre à titre gracieux une concession à perpétuité au cimetière du Père Lachaise.

L'enterrement a lieu le 12 août 1842 en présence des vétérans de la Grande Armée et des survivants de la Garde.



Haute de trois mètres la tombe de Larrey est située dans la 37ème division, en bordure du chemin Masséna. Une pyramide repose sur un socle quadrangulaire d'un mètre soixante de large. Sans ornement religieux ou maçonnique, le monument porte sur sa face antérieure l'inscription :

« A Larrey L'homme le plus vertueux que j'aie connu » (Testament de Napoléon). Elle surplombe celle consacrée à son

fil ; Hippolyte Larrey, digne de son père (1808-1895).

Il y a quelques années, un mur de briques jointes avait remplacé une porte de fer qui laissait entrevoir leurs bustes. Les guides « papier » contemporains du cimetière ne font pas mention de cette sépulture et il faudrait remonter à l'ouvrage *Le cimetière du Père Lachaise* par Jules Moiroux (1909) pour en trouver trace...

#### ***Le transfert des cendres de Larrey aux Invalides :***

Au début des années 80 naît l'idée de transférer cette sépulture en un lieu où elle serait mieux connue et honorée, peut-être au Val-de-Grâce. Au regard de l'histoire il ne pouvait être question des Invalides. En mai 1990, le médecin général inspecteur Pierre Lefèbvre, ancien directeur de l'École du Val-de-Grâce, profite d'un contexte favorable. Devant la société d'histoire de la médecine (qu'il présidera en 1993), il se livre à un plaidoyer passionné : il conviendrait d'exaucer le vœu testamentaire de Larrey à l'occasion du proche cent cinquantième anniversaire de sa mort. Le processus, une fois enclenché, va impliquer progressivement les plus hautes instances, l'Académie de médecine, la direction centrale du service de santé des armées, les Invalides en la personne du gouverneur et du directeur de l'institution nationale, enfin le ministère de la Défense.

Approuvé en 1992, ce projet est confié pour exécution à la direction centrale du Service de santé des armées en rapport étroit avec la municipalité et la préfecture de Paris.

La date du transfert est fixée au 15 décembre 1992, double anniversaire du retour des cendres de Napoléon (1840) et du retour de l'Aiglon (1940).

L'exhumation a lieu au petit matin du 14 en présence de quelques hautes autorités et des descendants du baron Larrey. Une fois le lourd cercueil de plomb d'Hippolyte extrait, apparaît

celui de son père, porteur d'une inscription laconique : « *Baron Larrey décédé à Lyon le 25 juillet 1842 Bataille d'Eylau 1807* ». Transporté à l'institut médico-légal, le corps fait l'objet d'un examen nécropsique.

Le mardi 15 décembre, des funérailles solennelles se tiennent aux Invalides, sous la présidence du secrétaire d'état à la défense, l'évêque aux armées se chargeant de l'homélie. Les élèves des écoles du service de santé des armées de Bordeaux et de Lyon, la Garde Républicaine, héritière de la Garde Impériale rendent les honneurs. Le cercueil est descendu dans le caveau des gouverneurs où seules restaient deux places libres.

## Le médecin général Léon Lapeyssonnie (1915-2001)

« Notre métier de médecin colonial recouvrait une réalité double : un métier et un appel, étroitement imbriqués (...). Être un médecin colonial, c'est à dire un médecin militaire qui a choisi de vivre et de servir outre-mer, était une profession comme les autres (...) mais avec quelque chose en plus (...), l'appartenance à un groupe homogène, étroitement soudé par une vocation commune, par un enseignement adapté au conditionnelles de vie outre-mer, qui avait pour lui la continuité et la durée (...). Aucun autre système de coopération sanitaire bilatérale ou internationale n'a approché et n'approchera de la souplesse et de l'efficacité du Corps de santé colonial (...). Elle a duré tout le temps de la colonisation. Elle persiste encore dans bien des esprits ».<sup>1</sup>

Par sa vie, son engagement sur le terrain, sa carrière d'enseignant et de chercheur, le médecin général Lapeyssonnie est une parfaite illustration de son propos, rédigé avec le recul que donne le troisième âge.

Il avait débuté ses études médicales dans sa ville natale, Montpellier avant de les poursuivre à la faculté de médecine de Lyon en tant qu'élève de

Le vœu du précurseur des SAMU, du chirurgien d'Empire et du savant était enfin exaucé.

**En guise d'épilogue** : En 2007, lors d'une visite des « Invalides secrets », les participants, membres de la légion d'honneur, éprouvaient la stupéfaction d'entendre leur guide conférencière déclarer, en montrant la plaque gravée « Larrey 1842 » : « voyez-vous, il y a même ici des civils !!! ».

Les témoins de si grossières erreurs sauront les corriger et contribueront à la notoriété méritée de Dominique – Jean Larrey.

Maurice Bazot

l'École de Santé Militaire.

Lorsque débute la deuxième guerre mondiale, il est affecté dans une compagnie du Génie et soutient sa thèse en 1941. A l'issue de son Stage de spécialisation tropicale à l'École du Pharo (Marseille)<sup>2</sup> en Septembre 1942, il est affecté en Afrique Occidentale Française. Pendant six ans, dans un contexte de pénuries entraîné par la coupure avec la France, il est « coureur de brousse » dans le Service de lutte contre la maladie du sommeil créée en 1939. C'est un fidèle continuateur de Jamot<sup>3</sup> qu'il admire sans jamais l'avoir rencontré, mais dont il applique rigoureusement les principes, définis 20 ans plus tôt. Il s'agit de se déplacer avec une équipe mobile, à pied, pour examiner au moins une fois par an les populations, dans leur totalité – « hommes, femmes en pagnes multicolores et enfants nus » - et d'instaurer d'emblée le premier traitement de chaque malade dépisté, interrompant ainsi la diffusion des trypanosomes. Ce travail de fourmi se poursuit tout au long de l'année, à l'exception des trois mois de grosses pluies. Il rejoint ensuite rejoint secteur de Tiogo pour séjourner à Gardénia Mango (qu'il dépeint de façon imagée et vécue dans le « *Jardin des Mangues* », tant dans son travail hospitalier harassant que dans ses conditions de vie sommaires avec pour seul luxe un réfrigérateur à pétrole).<sup>4</sup>

En 1948, c'est le retour à Paris, avec un cycle de formation de l'Institut Pasteur et la réussite au concours d'Assistant en biologie.



<sup>1</sup> Lapeyssonnie. *Le jardin des mangues* (Ed. L. Musin, 1987).

<sup>2</sup> Fondé à Marseille en 1905, l'Institut de Médecine Tropicale du Service de Santé des Armées, plus connu sous le nom de l' "École du Pharo", est le seul institut militaire en

Europe spécialisé dans le domaine de la médecine tropicale. Il a fermé ses portes le 14 juin 2013.

<sup>3</sup> Lapeyssonnie L. : "Moi, Jamot". Le vainqueur de la maladie du sommeil 1 vol. 210 p. Les presses de l'INAM. Edit. Plaisir 1987.

<sup>4</sup> « ô Frigo, celui qui a viscéralement connu la soif (...) peut comprendre les joies que tu nous a données ! »



Réaffecté en Afrique, à Bobo-Dioulasso (Haute Volta)<sup>5</sup>, il met sur pied le Centre d'étude des trypanosomiasés africaines, *l'École Jamot* qui forme des infirmiers spécialisés. En fin de séjour il devient médecin-chef du Cercle de Ouidah au Dahomey<sup>6</sup>. Au terme de ce second séjour africain, il rejoint la France.

Puis il servira successivement en Indochine, en Inde, à Ceylan. Biologiste des Hôpitaux en 1953, il est directeur du Laboratoire d'armée à Haiphong. Après la chute de Dien Bien Phu, il est affecté à Pondichéry trois ans durant. A la tête de la plus vieille École de médecine sous les tropiques, il obtient de Nehru sa transformation en un *Médical Collège* toujours pérenne (Pondicherry Institute of Medical Science).

En 1959, il est nommé Professeur agrégé du Service de Santé des Armées en épidémiologie pour servir à l'École du Pharo. Sa compétence dans la lutte contre les grandes endémies largement reconnue, il effectue de nombreuses missions au profit du Ministère de la coopération. Les résultats obtenus lors d'une vaste épidémie de méningite cérébro-spinale survenue au Niger attirent l'attention de l'OMS. Désormais expert au plan international, il se déplace sur tous les territoires touchés par des épidémies de méningite ou de choléra, essentiellement en Afrique (Côte d'Ivoire, Guinée, Liberia, Mali, Soudan, etc.) et au Moyen-Orient. Ce furent, écrit-il, « *les plus belles de ma vie professionnelle et les seules que je voudrais revivre sans restriction. A la profonde satisfaction de me livrer à un travail dont je découvrais chaque jour les facettes cachées, dont je maîtrisais mieux les techniques et surtout qui faisait naître en moi une foule de réflexions, d'hypothèses, de thèmes de recherche qui me tenaient parfois éveillé toute la nuit tant j'étais exalté, s'ajoutait un sentiment grisant de liberté et de responsabilité* ».

Hors cadre de 1963 à 1968 - chef de la mission diplomatique de l'OMS en Iran puis professeur à la Faculté de médecine de Tunis, il est rappelé pour prendre la sous-direction du Pharo, puis en 1971 la direction de la mission médicale française en Afghanistan. De retour à l'OMS en 1972, il est le conseiller en épidémiologie du Bureau régional pour la Méditerranée orientale. Cette période est surtout marquée par la mise en évidence, au Soudan, de l'efficacité d'un vaccin anti-méningococcique qu'il étudiait en collaboration avec l'Institut Mérieux de Lyon depuis quinze ans

: l'année suivante, celui-ci sera utilisé sur une grande échelle au Brésil où 120 millions de personnes seront vaccinées ! Atteint par la limite d'âge de son grade, il poursuit son œuvre en tant que directeur de la division d'épidémiologie à l'Institut Mérieux jusqu'en 1975.

Retiré en Bretagne au moulin de Kerveno, il continue à publier des articles scientifiques et à donner des conférences. Mais il réalise aussi un désir jusque là non exprimé, écrire, avec les publications de sept ouvrages. C'est l'occasion d'utiliser les notes que depuis toujours il rédigeait chaque soir « *pour mettre de l'ordre sans ses pensées* ». C'est enfin l'occasion d'un dernier combat. Il sait l'abandon des « équipes mobiles » et le retour mortifère de la maladie du sommeil. Il enrage, alerte la presse, en vain. Posthume « satisfaction », des experts vont « découvrir » à Genève, quelques années après sa mort, le caractère indispensable des équipes mobiles dans la lutte contre la trypanosomiase !...

Hyperactif, enthousiaste, mais d'un caractère entier, cet homme des grandes endémies, ce savant de renommée internationale toujours sur la brèche n'a jamais cessé de déplorer l'image que d'aucuns cultivaient du « colonial » : non, il ne fut pas un homme de soirée en smoking blanc, mais le plus souvent en tenue de coureur de brousse ; non, il ne fut pas entouré d'une nuée de serviteurs ; non, écrivit-il enfin, « *je n'ai jamais frappé un noir, traité un homme de sale nègre, de sale arabe, sale Viet, etc.* ». Si son interlocuteur l'irritait, il savait mettre dans ses propos « *la même nuance d'affectueux reproche dont il usait avec ses enfants et ses amis* ». A l'inverse, son exaltation, ses « coups de gueules », à chaque fois qu'il fallait défendre le bien-fondé d'une idée ou d'une action, restent gravés dans la mémoire de ceux qui eurent le privilège de le connaître.

Il s'est éteint le 26 avril 2001, à l'Hôpital du Val de Grâce, référence symbolique et maison de tous les médecins des armées jusqu'à sa fermeture en juin 2016.

Maurice Bazot

Le 17 mai 2017 le **médecin général inspecteur François Pons**, directeur de l'École du Val-de-Grâce, est entré en 2<sup>ème</sup> section : nos vœux chaleureux pour cette nouvelle étape de sa vie. Son successeur à la tête de l'école, et donc du musée, est le **médecin général inspecteur Jean-Didier Cavallo** : nos souhaits les plus vifs de plein succès dans ses nouvelles fonctions.

<sup>5</sup> Actuel Burkina Faso

<sup>6</sup> Actuel Bénin

## Mais où était passé le portrait de Justin Godart ?

Notre attention a été appelée sur une information figurant dans un ouvrage récent de M. Vincent Viet « La santé en guerre, 1914-1918, une politique pionnière en univers incertain » (1).

Un personnage bien connu traverse la totalité de cette publication : Justin Godart, député du Rhône, infirmier à la 14<sup>e</sup> Section d'Infirmiers Militaires en 1914, sous-secrétaire d'état du Service de santé militaire de juillet 1915 à février 1918.

Dans son introduction, page 20, l'auteur s'interroge sur les causes d'une « amnésie » largement répandue concernant le rôle de Godart pendant la Grande Guerre et sur ses projets d'un service national de la santé publique incluant le service de santé militaire ensuite.

Il en voit notamment pour preuve tangible un fait concernant le musée du Val-de-Grâce. Il indique en effet que « le portrait peint et la plaque commémorative ont mystérieusement disparu des murs du musée fondé à son initiative ». Un renvoi 27 complète cette affirmation en précisant : « L'existence de ce tableau et de cette plaque est attestée par des photographies (fonds Bilange) et par le Dr A. Monéry (« le musée du Val-de-Grâce, archives et documents de guerre du Service de santé – Guide-catalogue, 1923, p.148 ») (2).

Il convient de rappeler, en effet, que les locaux des « Archives et documents de guerre au Val-de-Grâce » furent inaugurés par Justin Godart le 2 juillet 1916 et prirent par décret du 26 avril 1918, signé par son successeur Louis Mourier, le nom de « Musée du Val-de-Grâce », rattaché à l'École d'application du Service de santé militaire.

Nous avons souhaité en savoir plus sur cette « disparition » en effectuant quelques recherches, facilitées par l'aide du Conservateur du musée.

Il en est ressorti que ce tableau, entré au musée le 10 février 1920, don de Justin Godart, et la plaque qui l'accompagnait, ont bien quitté leur emplacement primitif, le premier étage du pavillon sud-ouest du couvent (lieu qui abritait jusqu'en 2014 l'Inspection générale du service de santé des armées, et depuis occupé par des services de l'École du Val-de-Grâce) à une date indéterminée, et à la faveur d'une restructuration des locaux affectés au musée. Il a gagné les réserves du musée et s'y trouve encore, répertorié sous le numéro MH (Musée historique) 1011.

La photographie porte le cachet de « Harris et Ewing » à Washington D.C (USA) (3) Il est tout à

fait vraisemblable que ce cliché ait été pris à l'occasion du voyage de Justin Godart aux États-Unis et au Canada du 27 avril au 17 juillet 1918, au cours duquel il séjourna dans la capitale fédérale américaine.

Si elle ne figure plus dans les pièces d'exposition du musée du Service de santé des armées, cette photographie est donc toujours répertoriée et le « Bulletin » est heureux de pouvoir la présenter (avec la plaque annexe) à ses lecteurs. Ajoutons que le successeur de Justin Godart, second sous-secrétaire d'état du service de santé militaire, Louis Mourier, eut aussi sa photographie et sa plaque, qui figurent aussi dans les réserves du

musée (MH N°1060), ce qui exclut tout caractère spécifique d'une mesure prise à l'égard du premier.

Jean-Pierre Capel

- (1) Vincent Viet, *La santé en guerre, 1914-1918, une politique pionnière en univers incertain*. Presses de Sciences-Po, 2015.
- (2) Dr A. Monéry, médecin major de 1<sup>o</sup> classe, « le musée du val-de-Grâce, Archives et documents de guerre du Service de santé militaire, guide-catalogue » 1923- Service de santé militaire, Presses du Val-de-Grâce.
- (3) Fondé par Georges W. Harris et Martha Ewing en 1905, ce studio photographique était l'un des plus connus des États-Unis.

## Lu pour vous

**Colonel Pierre-Jean Linon : « Dictionnaire des Officiers d'administration du Service de santé morts aux armées ou victimes du devoir », EREMM éd. 2017 (ISBN 978-2-904609-02-2)**

Quel lien peut donc exister entre Prosper Ader, prisonnier des tartares et massacré à Pékin en 1860, Georges Bedora grièvement blessé en combat aérien en 1917, Michel Prudhomme, déporté à Buchenwald en 1943 et Pierre Bogaerts, victime de son dévouement en portant secours à un jeune garçon tombé au fond d'un puits à Thu-Duc (Viet-Nam) en 1971 ? Tous quatre étaient officiers d'administration d'active ou de réserve du Service de santé.

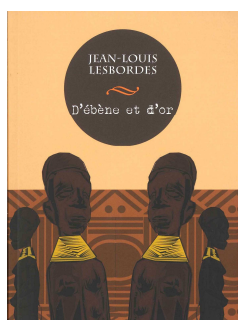
Le colonel de réserve Pierre-Jean Linon, à qui on devait déjà deux ouvrages de référence sur les officiers de ce Corps trop peu connu et dissous le 31 décembre 2015, ses membres étant intégrés dans le Service du commissariat des armées, l'un sur l'histoire du Corps lui-même ( EREMM éd. 1983) et l'autre sur les officiers d'administration

du Service de santé dans la guerre d'Algérie (EREMM éd. 2005) a fait ici une belle œuvre d'historien de l'humain en reprenant une à une les biographies des 387 officiers d'active et de réserve du Corps morts aux armées ou victimes du devoir depuis 1824.

Aucune expédition ou conquête de l'empire colonial français ne manque à l'appel dans le relevé des lieux cités et on ne peut que s'incliner devant la terrible liste des morts des deux guerres : 144 (dont 109 officiers de réserve pour 14-18) et 39 (dont 30 officiers de réserve) pour 39-45.

Loin de revêtir un caractère uniquement descriptif de la carrière, à l'image des relevés récapitulatifs des services, l'auteur a souhaité, chaque fois qu'il le pouvait, compléter le contenu de ces carrières souvent géographiquement diversifiées, parfois multiformes et, à l'occasion, inattendues. Savait-on, par exemple, que l'un de ces officiers décèderait dans sa fonction d'officier d'approvisionnement dans l'ambulance alpine du Caucase, qu'un autre, après avoir été animateur et dirigeant du Front national et des FTPF des Côtes du Nord décèderait à Hué en 1949 dans un attentat non élucidé, qu'un autre encore, capitaine, serait lynché et poignardé à Casablanca en décembre 1958 alors qu'il regagnait l'hôpital militaire Jean Vial, et enfin qu'un autre, résistant, déporté à Neuengamme en 1944, périrait lors du naufrage

**Jean-Louis Lesbordes : « D'ébène et d'or », éditions La Cheminante, 2016.** Voici un livre épatant : roman, biographie romancée, souvenirs familiaux, qui sait ? Mais littérature à coup sûr, avec un grand L. L'auteur observe, écoute et raconte les siens, puis les autres autour d'eux. Les



mots rappellent le ciseau à bois et la varlope de Jean dont ils sculptent le portrait, le père né en 1900, ébéniste venu des Landes, forestier puis chercheur d'or au Gabon, ami du docteur Schweitzer à Lambaréné ; et cisèlent en contrepoint celui de Madeleine, la mère,

élevée chez les religieuses et tout aussi romanesque que son mari. Rien ne nous éloigne davantage du soi-disant « crime de la colonisation contre l'humanité », que cette vie de labeur, courageuse et difficile en Afrique équatoriale. Au prix de la rencontre d'inévitables commensaux au racisme ordinaire, elle est faite de lourds sacrifices personnels consentis au développement et à l'épanouissement locaux. Ici elle fut celle d'un homme modeste venu du peuple, resté humble et

du paquebot Arkona, bombardé par les anglais en mai 1945 ?

Chaque notice apporte ainsi son lot d'informations, et loin de rebuter par une présentation alphabétique, ce dictionnaire incite le lecteur à la réflexion sur les parts respectives de la mort au combat, du décès par maladie en lien avec le service ou encore des suites de la déportation.

L'auteur a eu l'heureuse idée d'ajouter à cette liste des officiers d'administration du Service de santé, dont on ne doute pas qu'elle soit exhaustive et ait donné lieu à un travail considérable, une autre liste : celle des agents des hôpitaux militaires morts aux armées ou victimes du devoir entre 1799 et 1824, essentiellement affectés à la Grande Armée ou aux armées d'Espagne et du Portugal.

C'est la première fois que ces 421 personnels sortent de l'oubli et reçoivent ainsi la reconnaissance qui leur est due.

La disparition du Corps des Officiers d'administration du Service de santé aura donc conduit à ce paradoxe que, désormais assis sur une base définitive, un tel ouvrage historique n'en a que plus d'intérêt. En faisant mémoire de chacune de ces vies trop brèves, toujours interrompues par un événement en rapport avec le Service, le colonel Linon leur a rendu le plus bel hommage qui soit.

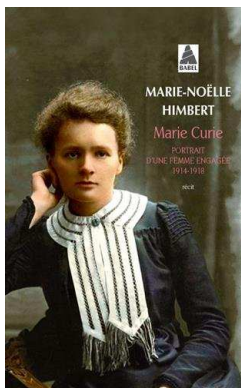
*Colonel (h) Jean-Pierre Cape*

sans fortune sa vie durant, malgré ses rêves africains nés du besoin et des misères de la Grande Guerre, aimant le travail bien fait, soucieux de justice, généreux, ouvert, tolérant et incapable de calculs pitoyables ; et celle encore d'une épouse et mère métisse, gorgée de vie et de traditions ancestrales. Voici, rapportés par une plume authentique, les hommes et le milieu que nos camarades praticiens outre-mer connaissent si bien. L'auteur (Santé navale 1965) ne nous est d'ailleurs pas inconnu : assistant au Val-de-Grâce puis médecin des hôpitaux des armées, dès le début des années 80 il fut le pionnier acharné et combattif de la recherche sur le Sida en Afrique, s'opposant parfois au Savoir établi et dominateur pour faire reconnaître la réalité du fléau sur ce continent (consécration dans le *Lancet* en 1986). Après avoir été clinicien et épidémiologiste de terrain, puis, rendu à la vie civile, médecin généraliste au Pays Basque, le voici écrivain à part entière, cité aux côtés de Jean d'Ormesson ou François Cheng, entre autres illustres, dans le numéro de janvier 2017 de la revue *Études* : qui dit mieux ?

*François Eulry*

**Marie-Noëlle Himbert : « Marie Curie, portrait d'une femme engagée 1914-1918 », éditions Actes Sud 2014 et réédition Babel 2016.**

Voici une magnifique description de l'action d'une savante devenue icône, née il y a 150 ans, deux fois prix Nobel, célèbre dans le monde entier.



Elle se dévoua sans compter durant le premier conflit mondial, bousculant états-majors et politiciens, se ruant sur le champ de bataille avec sa fille Irène encore mineure. Lui attribuant le mérite des voitures radiologiques (les Petites Curie) destinées à l'Avant pour localiser en trois dimensions par les rayons X les projectiles dans les corps

meurtris, ou celui de la formation de masse des radiologistes et de leurs aides, l'auteure évoque à peine les véritables premières voitures de ce type : créées par le service de santé militaire avant le premier conflit mondial, opérationnelles, elles figuraient au défilé traditionnel du 14 Juillet 1913 à Longchamp. Qu'importe ! La passion de Marie Curie, son humanité, sa générosité et son caractère bien trempé en font une héroïne que la science élève au pinacle de l'Humanité. Autre intérêt de ce livre, la redécouverte de Claudius Regaud, injustement méconnu : cytologiste et universitaire lyonnais, accueilli par Marie Curie à l'Institut du Radium à Paris, il fut le pionnier de la radiothérapie du cancer ; mobilisé dans son hôpital de campagne à Gérardmer, il brava avec succès les prescriptions dépassées du règlement de 1910 en pratiquant avant l'heure la chirurgie de l'Avant plutôt que de laisser « emballer, étiqueter, expédier » les blessés au plus loin du Front ; il y rencontra le brancardier Justin Godard, futur sous-secrétaire d'état au service de santé militaire, qui le prit à son cabinet avant que Regaud n'aille commander l'hôpital d'origine des étapes de Bouleuse dont il fit un centre hospitalier et universitaire de campagne, consacré aux soins et à l'enseignement de la médecine et de la chirurgie de guerre.

*François Eulry*

**Prix DJ Larrey 2016 décerné par le COMEDS de l'OTAN**



Le 22 novembre 2016 s'est tenue l'assemblée plénière du COMEDS à l'état-major bruxellois de l'OTAN. À cette occasion, en présence du MC (rc) Jean Renault président des Amis du baron Larrey et membre du CA de l'AAMSSA qu'il représentait, ce prix a été remis solennellement au major général (er) Roger Van Hoof, secrétaire belge du Comité international de médecine militaire (à gauche), par le major général Jean-Robert Bernier, président du COMEDS/OTAN, de nationalité canadienne (à droite). Ce prix, décerné chaque année depuis 2011, a pris une signification particulière en ce 250ème anniversaire de la naissance de D-J Larrey.

*MC (rc) Jean Renault*

**APPEL À COTISATION 2017**

La cotisation 2017, dont le montant a été maintenu à 30 euros (45 euros pour un couple avec un seul bulletin), peut être réglée par chèque postal ou bancaire (ou par versement en espèces lors des manifestations organisées par l'association) et fait l'objet de la délivrance de carte d'adhérent, permettant l'accès gratuit au musée du service de santé des armées ainsi que d'un reçu permettant la prise en compte pour l'obtention d'une réduction sur le montant de l'impôt sur le revenu.

**PROCHAIN COMITÉ D'HISTOIRE**

**Le 11 octobre 2016 à 14h30  
École du Val-de-Grâce**

## La statuaire des monuments aux morts de Gaston Broquet

Le bulletin N° 45 évoquait le sculpteur Gaston Broquet, célèbre pour son groupe en bronze « *Dans les boues de la Somme* », situé dans les jardins du Val-de-Grâce. Il rend hommage aux brancardiers et au-delà au Service de santé des armées. Après la Grande Guerre, l'artiste a été souvent sollicité pour l'édification de monuments aux morts, encore méconnus. Voici quelques-unes de ses œuvres, décrites dans l'article.

### Châlons-en-Champagne, *La dernière relève*



### Commercy, *Les mitrailleurs*, 1923



*Étain, Sur le sol lorrain, 1926*



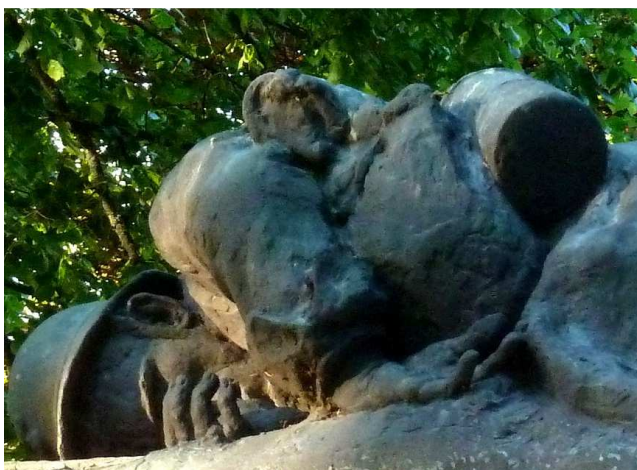
*Samogneau, L'alerte aux gaz, 1933*



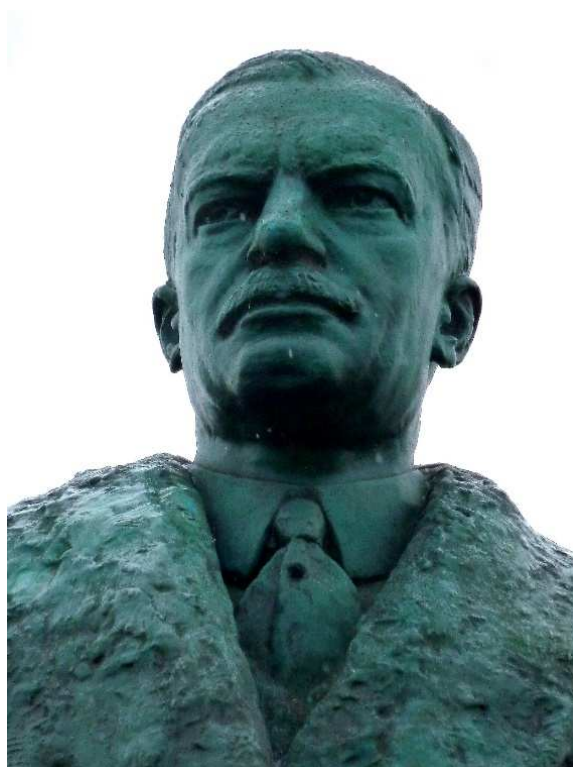
**Ligny-en-Barrois, 1923**



**Revigny-sur-Ornain, 1935, *André Maginot***



**Souville, Monument à André Maginot, 1935**



*(Toutes ces photos ont été prises par l'auteur en 2016)*

*Olivier Farret*

## Au cinéma

« Cessez-le-feu » (2016), écrit et réalisé par Emmanuel Courcol, produit par Christophe Mazodier et Céline Chapdaniel, avec Romain Duris, Grégory Gadebois et Céline Sallette pour les rôles principaux.



Démobilisé au lendemain de la Grande Guerre, Georges (Romain Duris, excellent) a fui l'Europe pour la Haute-Volta, l'actuel Burkina Faso où fut tournée une partie du film : après l'horreur des tranchées, trouver la paix, fuir ses souvenirs n'est pas facile, même au bout du monde... Après quelques années de savane, il rentre en métropole aider sa mère et surtout son frère Marcel : celui-ci, traumatisé psychique, est invalide de guerre, désormais sourd et muet. Quelque romance égaye l'histoire, non pour attirer le chaland dans les salles obscures, mais bien pour nourrir avec talent un scénario qui force la dimension tragique des personnages. *La suite sur les écrans...*

De puissants retours en arrière sur les combats des tranchées - assez classiques mais la tonalité bleu-horizon de la pellicule, très au-delà des seuls uniformes, est saisissante - ou les jours et les nuits africains qui émeuvent Georges, rendent le film touchant mais sans pathos, ce qui fait sa force. Nous sommes en pays de connaissance, celle de la Grande Guerre et des traumatismes psychiques : remarquable prestation de Grégory Gadebois dans le rôle de Marcel ; ou celle de la vie en Haute-Volta, difficile et ici parfois douloureuse, telle que purement la connaître nos camarades outre-mer : outre une fête des masques avec gri-gri, sorcier et palabre (et peut-être le dolo ?), les rires et les joies de la vie quotidienne s'inscrivent en contre-point d'événements bien moins gais. Le tout apporte au film son lot de couleurs et d'émotions. Parmi les catégories habituelles : « à voir absolument ; à voir ; à voir à la rigueur ; à éviter », ce film se place sans hésiter dans celle des films « à voir ».

*François Eulry*

## Abraham Bloch : un Grand Rabbín dans la Grande Guerre

Texte de la conférence présentée au Comité d'histoire du Service de santé des armées par Monsieur Paul Netter le 7 juin 2017

Je suis parmi vous aujourd'hui pour vous présenter la biographie de mon arrière-grand-père le Grand Rabbín Abraham Bloch : *Un Grand Rabbín dans la Grande Guerre* aux éditions Italiques.



Parmi les trente-trois aumôniers militaires israélites volontaires de la guerre de 14-18, cinq ont été tués. Parmi eux, mon arrière-grand-père dont l'histoire est parvenue jusqu'à nous. Est-ce parce qu'il a été le premier rabbin tué en 1914, plus exactement le 29 août 1914 au cours du premier mois des combats ? Non, c'est l'acte qu'il a accompli juste avant sa mort qui fait qu'aujourd'hui il est peut-être encore connu de certains d'entre vous. J'ai appris cela de ma grand-mère Jeanne, sa fille : mon arrière-grand-père est mort juste après avoir accompli un geste unique et symbolique : il a été tué alors qu'il portait un crucifix à un soldat catholique mourant.

### Que sait-on des circonstances de la mort d'Abraham Bloch ?

D'origine alsacienne, né à Paris, Abraham Bloch a fait ses études au Séminaire Israélite. Après avoir été rabbin à Remiremont dans les Vosges, puis Grand Rabbín à Alger, Abraham Bloch est Grand Rabbín de Lyon, quand il reçoit en 1913 un courrier circulaire du Médecin Inspecteur Général Nimier, Directeur du Service de Santé du Gouvernement Militaire de Lyon et du XIV<sup>ème</sup> Corps d'Armée. Ce courrier lui demande de proposer des rabbins comme aumôniers militaires. Au lieu de proposer de jeunes rabbins, il fait preuve de dévouement quand, à 53 ans, il se porte volontaire comme aumônier militaire pour aller soutenir les soldats juifs. C'est un choix audacieux qui doit sans doute beaucoup à ses origines familiales alsaciennes et à son amour de la France et de la République.



Abraham Bloch, aumônier militaire israélite, est affecté au XIV<sup>e</sup> Corps d'Armée qui participe fin août 1914, dans les Vosges, à la bataille de la trouée de Charmes. Abraham Bloch est parti en train de Lyon, le lendemain de la mobilisation générale donc le 3 août 1914. Il a été intégré comme de nombreux aumôniers à un corps de brancardiers. On le voit ci-dessous sur une photographie dans un numéro de *L'Illustration* paru en octobre 1914.



La légende de cette photo est intéressante, car elle fait une erreur sur l'identification des différents aumôniers. En effet tous les aumôniers militaires qu'ils soient catholiques, protestants ou israélites, sont habituellement habillés en noir, parfois en soutane et sont barbus pour la plupart. On verra plus tard l'importance de cette confusion potentielle entre religions. Après son arrivée en gare d'Arches, pendant trois semaines, Abraham Bloch parcourt les chemins vosgiens sous les ordres erratiques du commandement français.

Le voilà le 29 août 1914 à Taintrux, petit village du département des Vosges, près du « mauvais champ » qui porte bien son nom !

Lisons le Journal des Marches et Opérations du Service de Santé en Campagne de la 58<sup>ème</sup> Division d'Infanterie : « *Le samedi, 29 août, le corps de brancardier de la 58e division de réserve, au complet, s'avance muni de ses brouettes-brancard, entre les villages de Taintrux et de Saulcy, au beau centre, il faut le dire, d'une vive canonnade. Il recueille dans une ferme, à mi-chemin des deux villages, environ 150 blessés, dont une quarantaine d'ennemis. Un régiment d'alpins allant prendre la position du combat défile par quatre, imprudemment d'ailleurs, sur la route que commande la ferme. Une batterie allemande repère ce régiment et dirige sur lui le feu de ses canons. Le régiment s'évanouit dans un*

*bois voisin et ne laisse sur place qu'un seul blessé, de suite cueilli par les brancardiers. C'est alors que de dépit, de rage – fait constaté maintes fois – la batterie tourne son feu sur la ferme aux blessés, l'inonde d'obus deux heures durant (malgré toutes les croix rouges), y met le feu aux quatre coins et cesse alors sa canonnade, que l'on croit éteinte. Les blessés français sont tirés par une porte dérobée, mais il reste à tous à faire trois kilomètres sur route découverte pour regagner le poste de secours. Alors recommence le feu plus violent que jamais, couchant pêle-mêle à terre, blessés, brancardiers, voitures d'ambulance. À l'arrivée au poste de secours, on se compte : 8 brancardiers sont tués ou blessés, 6 disparus, 1 aumônier militaire blessé, un rabbin juif tué. »*

Voilà, c'est ainsi qu'Abraham Bloch – rabbin juif d'après les autorités militaires – est tué à l'ennemi un samedi, jour de shabbat, le 29 août 1914. Précisions du Journal des Marches et Opérations du Service de Santé en Campagne du 14<sup>ème</sup> Corps d'Armée : « *Anozel, le Rabbin Abraham Bloch, le 29 août vers midi. Le Rabbin par un obus qui lui a emporté la cuisse gauche et une balle dans la poitrine, inhumé à Taintrux... »*

Voilà les faits tels que décrits par les rapports militaires. A ce moment, aucune mention n'est faite du geste avec le crucifix.

La nouvelle se répand à la vitesse de l'époque c'est-à-dire qu'il faut une bonne semaine pour que dans l'édition du lundi 7 septembre 1914 du *Petit Parisien*, à la rubrique quotidienne des Morts au champ d'honneur, on trouve trois lignes : « *M. Abraham Bloch, Grand Rabbin de Lyon, parti comme aumônier militaire volontaire, a été tué à l'ennemi devant Saint-Dié* ». C'est un des premiers morts au champ d'honneur de cette Grande Guerre qui en fit des millions. C'est le premier rabbin mort pour la Patrie en 1914. Cette information est reprise par la plupart des journaux français dans les jours qui suivent.

**Comment est-on passé d'une mort malheureusement quelque peu banale à l'époque, à une mort héroïque ?**

C'est tout d'abord une lettre du 24 septembre 1914 que le Père Chauvin, un jésuite lyonnais, envoie à la veuve d'Abraham Bloch. Il rapporte le récit d'un autre Père jésuite le Père Jamin qui raconte pour la première fois l'acte de bravoure à l'origine de la célébrité future du Grand Rabbin : « *À la date du 11 septembre, le P. Jamin, aumônier militaire au 14e Corps, m'écrit : "Voici quelques détails sur la mort de M. Bloch, dont nous déplorons la perte.*



LE GRAND RABBIN AUMONIER ABRAHAM BLOCH  
 Dans une ambulance bombardée par les Allemands, il apporte à un catholique agonisant le crucifix que celui-ci réclame ; un instant après, le Rabbin est tué par un obus.  
 Août 1914.

*C'est un obus qui lui a enlevé la cuisse et l'a laissé inanimé sur la route près du hameau où il venait d'aider à relever de pauvres blessés. Il a survécu un quart d'heure, mais croit-on, sans connaissance et sans souffrance, et n'a dit qu'une parole : "j'ai soif". Avant de quitter le hameau, un blessé, le prenant pour un prêtre catholique, lui a demandé à baiser un crucifix. M. Bloch a trouvé le crucifix demandé et l'a fait baiser à ce blessé. C'est après avoir accompli cet acte de charité qu'il est sorti du hameau accompagnant un autre blessé jusqu'à la voiture la plus proche. L'obus l'a atteint à quelques mètres en avant de la voiture où le blessé venait de monter." J'ai pensé que ces détails consoleraient une douleur qui doit être bien vive. »*

Cette lettre est transmise par la veuve d'Abraham Bloch à Alfred Lévy, alors Grand Rabbin de France, qui la communique au journal *La Liberté* où elle est publiée le 11 octobre 1914, puis à de nombreux autres journaux dont les *Archives Israélites*. Ainsi les circonstances héroïques de la mort du Grand Rabbin commencent à être connues, puis reprises par les journalistes. Après les journaux, des auteurs dont des poètes s'emparent de ce thème. Ainsi, Abraham Bloch devient un symbole de l'Union Sacrée. En 1917, le peintre Lucien Lévy-Dhurmer, réalise un tableau intitulé « La mort du rabbin » qui est

édité rapidement sous forme de carte postale avec la légende : « LE GRAND RABBIN ABRAHAM BLOCH. Dans une ambulance bombardée par les Allemands, il apporte à un catholique agonisant le crucifix que celui-ci réclame ; un instant après, le Rabbin est tué par un obus. »

### La littérature commémorative

Parmi les grands auteurs qui ont fait référence à la mort d'Abraham Bloch il y a Edmond Rostand et Paul Claudel. Maurice Barrès qui est un auteur et un homme politique qui a produit des écrits antisémites, en particulier lors de l'affaire Dreyfus, publie en 1917 un livre intitulé *Les Diverses familles spirituelles de la France*. Il y écrit, à propos d'Abraham Bloch, ces quelques lignes qui ont un fort et long écho dans la société française de l'époque : « *Nul commentaire n'ajouterait rien à l'émotion de sympathie que nous inspire un tel acte, plein de tendresse humaine. Un long cortège d'exemples vient de nous montrer Israël qui s'applique dans cette guerre à prouver sa gratitude à la France. De degré en degré, nous nous sommes élevés ; ici la fraternité trouve spontanément son geste parfait : le vieux rabbin présentant au soldat qui meurt le signe immortel du Christ sur la croix, c'est une image qui ne périra pas.* » Ces phrases sont en quelque sorte l'officialisation du mythe du Grand Rabbin Abraham Bloch portant un crucifix à un soldat catholique mourant.

Je vous ai dit quelques mots sur les hommages littéraires. Passons maintenant aux hommages officiels.

### Les monuments

Les municipalités des villes d'Alger et de Lyon dans lesquelles il a été Grand Rabbin lui rendent hommage. On a vu que le conseil municipal de Lyon avait attribué le nom d'Abraham Bloch à une rue. Lors de la séance du Conseil Municipal d'Alger tenue le 27 novembre 1925, une proposition demande d'attribuer le nom de Grand Rabbin Bloch à la place Randon qui était maréchal et ancien Gouverneur Général de l'Algérie dans les années 1850. La proposition est adoptée à l'unanimité. Ainsi la place de la Grande Synagogue où a officié Abraham Bloch porte son nom. Dans les décennies qui suivent, plusieurs monuments sont inaugurés en des lieux symboliques.

Le 2 septembre 1920 une stèle est inaugurée sur la tombe d'Abraham Bloch dans le carré israélite du cimetière de Saint-Dié.

Quatorze années plus tard, le 2 septembre 1934 un monument est inauguré près de Taintrux, dans les Vosges, au col d'Anozel (*ci-contre*), sur le lieu de la mort d'Abraham Bloch. Vous pourrez retrouver dans le livre les nombreux discours prononcés à cette occasion.

Enfin, l'érection d'une statue a été envisagée à Lyon dont Abraham Bloch avait été Grand Rabbin avant de partir à la guerre en tant qu'aumônier militaire. Cette statue n'a jamais vu le jour pour diverses raisons politiques et religieuses. Les oppositions viennent aussi bien des liges d'extrême droite que des autorités religieuses israélites qui sont contre la représentation de la figure humaine, surtout celle d'un rabbin. Si vous souhaitez voir cette statue de rabbin, œuvre assez rare, il en existe un modèle au Musée d'Art et d'Histoire du Judaïsme à Paris.

Après avoir évoqué l'origine du mythe d'Abraham Bloch puis abordé brièvement les hommages qui lui ont été rendus et les commémorations qui ont célébré son acte, je vais tenter de répondre à une question : quelle était la personnalité d'Abraham Bloch ? Les documents étudiés pour écrire cette biographie m'ont permis de reconstituer le parcours d'Abraham Bloch et de mieux appréhender sa personnalité.

### **Le caractère d'Abraham Bloch à travers sa vie**

Trois choix majeurs ont orienté la vie de mon arrière-grand-père : l'entrée dans la carrière rabbinique, la candidature au rabbinat d'Alger, le volontariat comme aumônier militaire. Si les nombreux documents que j'ai consultés ne m'ont pas fourni d'explication sur les raisons de ces choix, les principaux traits de caractère d'Abraham Bloch qui transparaissent à travers sa biographie m'ont néanmoins permis de me forger une opinion sur sa personnalité. Je vais vous parler de ses principaux traits de caractère à savoir : son ambition, son courage, son dévouement, son ouverture aux autres, son caractère sympathique et ses qualités de management comme l'on dirait aujourd'hui. Je les illustrerai par des épisodes de sa vie.

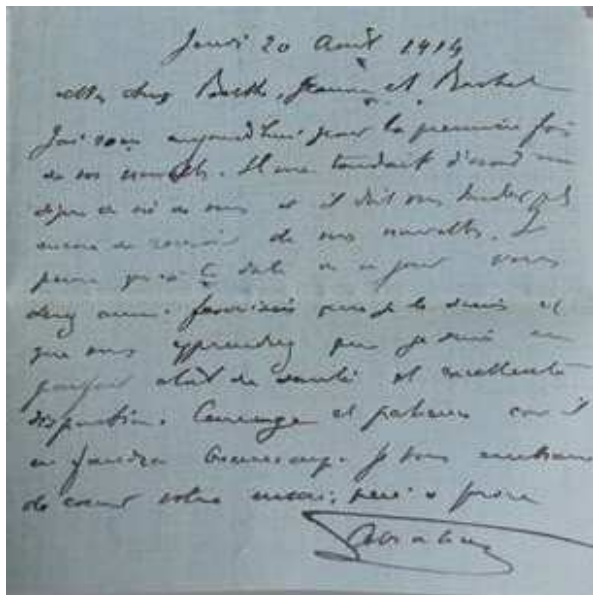
Je vais commencer par l'ambition d'Abraham Bloch qui s'est manifestée à plusieurs occasions. Tout d'abord ambition intellectuelle, quand, à 17 ans, il choisit d'entrer au séminaire pour de longues années d'étude. Ensuite il y l'ambition de relever des défis complexes et dangereux, quand il



pose sa candidature à Alger. C'est à Alger que se révèle une autre qualité d'Abraham Bloch : le courage. Du courage, il lui en faut pour affronter les désordres et les violences qui règnent alors dans la ville dont il est le Grand Rabbin. Il a dû affronter avec un grand courage moral les campagnes haineuses antijuives, menées par la presse dont le journal *l'Antijuif*. Il lui a aussi fallu du courage physique quand il effectue de nombreux déplacements, par exemple en allant au cimetière pour les enterrements, au risque de se faire attaquer par les émeutiers antijuifs. Ces années de crise sont aussi pour Abraham Bloch l'occasion de donner la pleine mesure de son dévouement, de ses talents d'organisateur et de son imagination. De l'organisation, il en fait preuve quand il propose des solutions pour redonner du travail aux ouvriers juifs victimes du boycott des commerces juifs lancé par les anti-juifs algérois. Il propose la mise en œuvre de véritables solutions entrepreneuriales pour assurer la subsistance des ouvriers juifs. Il organise aussi les secours aux nécessiteux de sa communauté, la recherche d'aides financières à Paris parallèlement à la collecte de dons locaux. Ces années de crise en Algérie sont donc pour Abraham Bloch l'occasion de donner la pleine mesure de son dévouement. Enfin, tout au long de la vie d'Abraham, de son enfance à ses derniers instants, tous les témoignages convergent pour souligner son caractère sympathique et ouvert sur les autres. La tolérance était une de ses autres qualités.

Quand on lui connaît ces qualités de courage, de dévouement et son esprit de tolérance, le geste qu'on lui prête – apporter un crucifix à un soldat catholique mourant – paraît tout à fait plausible, car en accord profond avec sa personnalité.

Si j'ai cerné les qualités de l'homme, j'ai été surpris par certains de ses comportements peu en phase avec ceux d'un « bon juif » respectueux des rites religieux. Dans aucun de ses courriers, je n'ai trouvé de référence à la prière. Voici par exemple une lettre écrite du front à ses « chères Berthe, Jeanne, Rachel » sa femme, sa fille et sa sœur.



Ses lettres se terminent comme ont dû se terminer la plupart des lettres des soldats écrivant à leur famille depuis le front : « *Courage et patience car il en faudra beaucoup. Je vous embrasse de cœur, votre mari, père et frère* ». Dans ses discours, l'humanisme s'impose devant les références religieuses et lors de son périple dans les Vosges, en compagnie des aumôniers catholique et protestant, il partage leurs repas non casher. Par ailleurs, contrairement à son frère Armand, Grand Rabbin de Belgique, et déjà mieux noté que lui au séminaire et qui a publié de nombreux sermons, Abraham Bloch n'a pas laissé d'écrits religieux. De ce point de vue, il me semble bien représentatif des rabbins de cette époque, formés au séminaire davantage pour être de bons républicains que des religieux rigoureux.

En conclusion, je dirai qu'au cours de sa vie, Abraham Bloch s'est plutôt comporté comme un organisateur et un meneur d'hommes, comme quelqu'un d'ambitieux, de courageux, ouvert sur les autres et apprécié par ceux-ci, que comme un grand homme de religion.

Nommé Grand Rabbin de Lyon, Abraham Bloch espérait peut-être devenir Grand Rabbin de France. Son courageux engagement en tant qu'aumônier militaire a brisé net sa trajectoire un jour de shabbat 1914. Mais finalement, en le privant de cet accomplissement, le destin ne lui a-

t-il pas offert une célébrité plus éclatante et plus pérenne ?

Vous pouvez retrouver Abraham Bloch sur mon blog : <http://abrahambloch1914.blogspot.fr>

## Vente d'entraide de la SEVG

Cette vente traditionnelle eut lieu cette année les 11, 12 et 13 mai. Comme d'habitude elle se tint dans le cloître du Val-de-Grâce, chargé d'Histoire. L'AAMSSA y eut son stand, commun à celui de la SEVG et celui du musée.

Outre les membres des bureaux de l'AAMSSA et de la SEVG, des internes des hôpitaux des armées, avec la présence active de leur présidente Claire Herranz, et des élèves de l'ESA de Lyon-Bron sont venus compléter les effectifs d'installateurs de stands puis de « vendeurs » sur notre étal partagé (livres et BD « Ambulance 13 », objets souvenir, insignes, pucelles et pins comme disent les jeunes) tout au long des journées d'entraide. Qu'ils en soient chaleureusement remerciés et plus encore les organisatrices de cette action solidaire, sous la houlette déterminée et très active, en particulier pour le long travail de préparation en amont, sur plusieurs mois, voire l'année, de Madame Rita Wey, présidente du Comité des dames de la SEVG : son investissement total, celui de ses amies et collègues, sont inestimables.

L'AAMSSA tient tout particulièrement à prendre part à cette vente : c'est pour elle l'occasion de faire œuvre de solidarité, de se faire davantage connaître, de recueillir de nouvelles adhésions, de vendre aussi des livres sur le Val-de-Grâce ou touchant au Service de santé des armées. Elle s'inscrit dans l'histoire de notre association, soutien apprécié, selon les retours que nous en avons, de la mémoire du Service de santé des armées. Des visites guidées du musée et de l'Église ont été nombreuses lors de cette vente d'entraide, sous l'éclairage avisé du MGI (2s) Olivier Farret, président de l'AAMSSA ou du PC (er) Jean-Luc Charrieau.

Il convient à cette occasion de rappeler combien il est nécessaire que nous fassions autour de nous et bien au-delà, une publicité active pour le musée, d'une richesse historique incroyable, et pour ce trésor d'architecture et de lumière qu'est l'Église du Val-de-Grâce, avec son cloître si original, faite de classique à la Française et de baroque à l'Italienne : parlez-en !

François Eulry